



Date : Le 26/06/2022

Réf : 4<sup>ème</sup> sondage/ CEDPE/14-15/juin/2022

OBJET : résumé du sondage

## Analyse des points de vue de la population sur les conflits intercommunautaires au Tchad pendant cette période de transition

Du 14 au 15 juin 2022, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a organisé un sondage d'opinion de la population sur la recrudescence des conflits intercommunautaires dans les 10 communes de la ville de N'Djamena. L'équipe était composée de 25 enquêteurs qui ont sillonné, pendant deux jours, 10 arrondissements, recueillant les avis de la population sur la situation de la violence intercommunautaire au Tchad en cette période de transition. Ce sondage consiste à interroger les populations sur les causes des conflits intercommunautaires, les solutions envisageables pour lutter contre cette violence, les attentes de la population par rapport à cette période de transition et également la nécessité de faire une telle étude dans le but de contribuer à l'éradication de la violence. Lors de ces entretiens auprès de la population, les enquêteurs se sont prêtés à un exercice à travers une fiche d'enquête qui les a permis de recueillir les informations nécessaires dont nous avons pu à ce niveau ressortir les données statistiques analysées. Cette analyse s'est basée sur la méthode qualitative qui est celle de recueillir des opinions et de les confronter aux différentes questions que renferme la fiche.

### 1- Résultats du dépouillement des fiches de sondage

Sur les 1050 fiches, les enquêteurs ont pu interroger 1029 personnes dans les 10 communes de la ville de N'Djamena, ce qui a permis de faire le dépouillement et d'obtenir les résultats ci-dessous sur 12 questions que contient la fiche d'enquête.

#### • Selon vous, quels sont les indicateurs encourageant les conflits intercommunautaires ?

À cette question, 485 personnes soit 47.13 % sur 1029 personnes interrogées affirment que les violences intercommunautaires proviennent des manipulations sur les réseaux sociaux, 46.84 % (482) de la faiblesse de l'administration, 57.05 % soit 587 sur un total de 1029 personnes estiment que la faiblesse de la justice est la cause de la recrudescence des conflits, 50.73 % (522) sur un total de 1029 personnes attribuent la violence à l'absence de sensibilisation de la population.

#### • Quels types de solution pour renforcer la cohabitation pacifique ?

Sur cette question, 62.59 % (644) sur un total de 1029 personnes interrogées sont pour le renforcement de l'appareil judiciaire, 56.07 % (577) sur un total de 1029 personnes proposent le renforcement de l'administration, 52.38 % (539) sur un total de 1029 personnes disent qu'il faut traquer et juger sans complaisance les auteurs des crimes, 46.45 % (478) sur un total de 1029 disent qu'il faut soutenir la société civile dans ses activités de sensibilisation, 34.01 (350) % sur un total de 1029 personnes sont favorables à la formation des leaders traditionnels au dialogue.

#### • Pensez-vous que le dialogue national inclusif contribuera à la gestion des conflits ?

60.25 % (620) sur 1029 personnes interrogées estiment que le dialogue national inclusif contribuera à la gestion des conflits et 38.19 % (393) ne croient pas à une solution à travers ce dialogue. Cela veut dire que malgré les pourparlers de Doha qui ont accusé d'un retard important, les Tchadiens restent toujours optimistes et s'accrochent encore à la paix qui reste la seule leur d'espoir d'une possible stabilité.

#### • Le Tchad, est-il sur le bon chemin menant à la paix ?

Sur 1029 personnes interrogées, 48,79 % (502) personnes pensent que le Tchad est sur le bon chemin menant à la paix contre 40,33 % (415) qui estiment que le Tchad n'est pas sur le bon chemin.

#### • Croyez-vous que la situation actuelle au Soudan et en République

#### Centrafricaine joue un rôle dans la recrudescence des conflits intercommunautaires ?

Contrairement aux informations véhiculées sur les réseaux sociaux, seul 36,05 % (371) sur 1209 personnes interrogées croient que la situation en République Centrafricaine et au Soudan peut avoir des impacts sur la

recrudescence des conflits intercommunautaires au Tchad contre 52,38 % (539) qui pensent que cela n'a rien à voir avec la violence communautaire au Tchad.

- **Avec cette période de transition, constatez-vous une amélioration de la sécurité ?**

Sur 1029 personnes interrogées, 43,73 % (450) disent qu'il n'y a pas une amélioration, mais plutôt une dégradation de la situation sécuritaire contre 33,82 % (348) qui constatent une amélioration de la situation sécuritaire pendant cette période de transition.

- **Quels sont les outils pouvant contribuer à la résolution des conflits intercommunautaire ?**

A ce niveau, sur 1029 personnes interrogées, 52,77 % (543) sont favorables à la résolution des conflits intercommunautaires par la justice, 39,46 % (406) par la médiation, 28,09 % (289) par l'usage de la force, 48,88 % (503) par la promotion de l'éducation, 50,44 % (519) par la voie de la sensibilisation, 34,05 % (355) par la formation à l'entrepreneuriat, 37,9 % (390) par le développement dont l'accès aux moyens de production et de diversification de l'économie nationale.

- **Croyez-vous au changement et à un nouveau départ pour le Tchad ?**

Sur cette question posée, sur 1029 personnes interrogées, 56,95 % (586) croient à un nouveau départ pour le changement au Tchad et 26,43 % (272) pensent que tous les indices ne démontrent pas ce changement.

- **Pensez-vous que le dialogue et la réconciliation constituent une nécessité ?**

Sur 1029 personnes interrogées, 56,66 % soit 583 personnes estiment que le dialogue national inclusif est une occasion pour la réconciliation et 27,31 % soit 281 personnes n'y croient pas.

- **Croyez-vous à l'inclusivité du dialogue et son acceptation par la majorité de la population ?**

Pour le dialogue national inclusif, sur 1029 personnes, 41,11 % (423) croient à son inclusivité et 42,27 % (435) ne croient pas à cette inclusivité.

- **Quelles sont vos attentes par rapport à un Tchad nouveau ? Notez par ordre selon vos attentes.**

Par rapport aux attentes de la population pour un Tchad nouveau, sur 1029 personnes, 48,49 % (499) demandent une gestion saine des conflits, 52,28 (538) privilégient le renforcement de la justice, 41,79 % (430) privilégient la mise en place des mécanismes de développement, 50,05 % (515) privilégient le renforcement de la lutte contre la corruption, 49,17 % (506) sont pour l'amélioration de l'éducation et 54,91 % (565) sont pour des élections libres et transparentes.

- **Encouragez-vous le CEDPE à effectuer de telles enquêtes d'opinions ?**

Sur 1029 personnes interrogées, 58,31 % soit 600 personnes encouragent le CEDPE à poursuivre les études sur la compréhension des conflits intercommunautaires et 41,69 % (429) disent qu'il est risqué de mener de telles études au Tchad.

## Résumé

60,25 % (620) sur 1029 personnes interrogées estiment que le dialogue national inclusif contribuera à la gestion des conflits contre 38,19 % (393) qui ne croient pas à une solution à travers ce dialogue. Cela veut dire que malgré les pourparlers de Doha qui ont accusé d'un retard important, les Tchadiens restent toujours optimistes et s'accrochent encore à la paix, seule leur d'espoir d'une possible stabilité. Mais la tendance change sur l'inclusivité du dialogue car 42,27 % (435) ne croient pas à l'inclusivité du dialogue national inclusif contre 41,11 % (423). Sur ce volet, une sensibilisation s'impose sur les intentions réelles des autorités de la transition.

Questionnés à savoir si le Tchad est sur la bonne voie pour la paix, là encore, les Tchadiens montrent de l'optimisme. 48,79 % (502 personnes) pensent que le Tchad est sur le bon chemin menant à la paix contre 40,33 % (415) qui estiment que le Tchad n'est pas sur le bon chemin. Cependant, la majorité des Tchadiens sont sceptiques quant à l'amélioration de la sécurité durant la période de transition. Sur 1029 personnes interrogées, 43,73 % (450) disent qu'il n'y a pas d'amélioration mais plutôt une dégradation de la situation sécuritaire contre 33,82 % (348) qui constatent une amélioration de la situation sécuritaire pendant cette période de transition. Toutefois, les tchadiens dans leur majorité affichent aussi un espoir sur une possibilité d'un Tchad nouveau après la disparition du maréchal. Sur les 1029 personnes interrogées, 56,95 % (586) croient à un nouveau départ pour le changement au Tchad et 26,43 % (272) pensent que tous les indices montrent le contraire. L'indice sur l'espoir demeure toujours le même puisque 56,66 % (583) personnes estiment que le dialogue national inclusif est une occasion pour la réconciliation contre 27,31 % (281) qui n'y croient pas.

Par rapport aux attentes de la population à un Tchad nouveau, sur **1029** personnes, 48,49 % (**499**) demandent une gestion saine des conflits, 52,28 % (**538**) pour le renforcement de la justice, 41,79 % (**430**) pour la mise en place des mécanismes de développement, 50,05 % (**515**) pour renforcer la lutte contre la corruption, 49,17 % (**506**) sont pour l'amélioration de l'éducation et 54,91 % (**565**) sont pour les élections libres et transparentes.

Résumé sur les attentes de la population pour un Tchad nouveau.

- La gestion saine des conflits : 48,49 %
- Le renforcement de la justice 52,28 %
- La mise en place des mécanismes de développement 41,79 %
- Le renforcement de la lutte contre la corruption 50,05 %
- L'amélioration de l'éducation 49,17 %
- Les élections libres et transparentes : 54,91 %

Source CEDPE

